

4 Économie

Visite du chantier de construction de l'usine de traitement d'eau potable de "Cim Gabon II" par le ministre de l'Énergie, hier Un projet qui vise l'amélioration de la desserte en eau potable



Photo : BOTOUNOU



Photo : BOTOUNOU

Le membre du gouvernement en conclave avec les différents responsables du chantier.

Il a également eu droit à quelques explications sur les aspects techniques et sur le plan du chantier.

CNB
Ntoum/Gabon

LE chantier de construction de l'usine de traitement d'eau potable de "Cim Gabon II", à Ntoum, a été visité hier par le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Emmanuel Norbert Tony Ondo Mba. Au cours de cette visite, le membre du gouvernement est allé constater l'effectivité des travaux de ce chantier qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la desserte en eau potable dans la capitale gabonaise. L'objectif étant d'apporter des solutions durables à la problématique de l'accès à cette ressource par les populations de Libreville et ses environs.

Selon les responsables de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), les travaux de ce chantier consistent à rediriger le trop-plein des eaux résurgentes de l'ancienne carrière de Cim Gabon vers l'usine de Ntoum après traitement. Ce qui



Photo : BOTOUNOU

Le ministre de l'Énergie autour du personnel des différentes entités concernées par le chantier.

permettra de renforcer la capacité de production d'eau potable par la réalisation d'un pompage d'eau brute...

Pour le ministre Emmanuel Norbert Tony Ondo Mba, "le projet Cim Gabon II, qui apportera 36 000 m³ d'eau supplémentaire par

jour dans la région du grand Libreville, est une réponse concrète à la problématique d'accès à l'eau potable qui se pose dans le quotidien de l'ensemble de la population qui habite dans cette localité. Nous sommes là pour regarder le niveau d'avancement du

chantier et l'effectivité de sa mise en œuvre".

Entièrement financés par la SEEG, les travaux de construction de l'usine de traitement d'eau de Cim Gabon II sont assurés par un consortium de trois entreprises que sont ETE, Seteg et Mega service. Ce

complément de ressource représentera un débit de 19 000 à 36 000 m³ d'eau par jour, soit l'équivalent de la consommation de 100 000 à 190 000 habitants. La fin de ce chantier est prévue pour la fin de l'année.

Banque mondiale/Rapport sur la mauvaise qualité de l'eau

Menace sur le bien-être humain

W.N.
Libreville/Gabon

LA Banque mondiale a récemment publié son rapport annuel sur la qualité de l'eau à travers le monde. Les conclusions dudit rapport indiquent clairement que le monde est confronté à une invisible crise de la qualité de l'eau qui réduit d'un tiers la croissance économique des États et menace le bien-être humain et environnemental.

A l'aide de nouvelles données et méthodes, cette étude démontre comment la conjonction de bactéries, d'eaux usées et de produits

chimiques et plastiques peut extirper l'oxygène de l'approvisionnement en eau et transformer l'eau en poison pour les êtres humains et les écosystèmes. Le rapport indique également que le ruissellement et le déversement dans l'eau de chaque kilogramme d'engrais azoté supplémentaire par hectare sont susceptibles de relever dans une proportion pouvant aller jusqu'à 19 % le niveau de retard de croissance chez les enfants et de réduire de quelque 2 % leurs revenus à l'âge adulte en comparaison des enfants non exposés à ces produits.



Photo : D.R./L'Union

Le rapport de la Banque mondiale indique clairement que le monde est confronté à une invisible crise de la qualité de l'eau qui réduit la croissance économique dans certains pays.

Pis, le rapport constate aussi que les rendements agricoles diminuent sous

l'effet de l'augmentation de la salinité de l'eau et des sols résultant de sé-

cheresses plus intenses, d'ondes de tempête et de l'accroissement de l'extraction d'eau. La quantité de nourriture que l'humanité perd chaque année à cause des eaux salées permettrait de nourrir 170 millions de personnes. Par conséquent, le rapport recommande aux pays de prendre diverses mesures pour améliorer la qualité de l'eau. À savoir, la mise en place de politiques et normes environnementales, l'évaluation exacte des charges polluantes, le traitement des eaux facilitées par des mesures d'incitation en faveur de l'investissement privé...

Brèves

L'inclusion numérique/ Un précieux levier pour réduire les inégalités en Afrique, selon Huawei

L'Afrique subsaharienne avance à grands pas vers l'inclusion numérique. Son taux de pénétration d'internet mobile, évalué à 23 % de la population par la Banque mondiale en 2018, reste marqué par ce que l'on appelle la "fracture numérique", avec un net retard par rapport à la moyenne mondiale (49 %). Ce taux d'accès n'en est pas moins projeté à 39 % d'ici 2025 par l'Association des opérateurs de téléphonie mobile dans le monde (GSMA) 2019. L'accès au plus grand nombre à la Toile, qui figure parmi les Objectifs de développement durable (ODD), va progresser rapidement, à la faveur de l'essor du téléphone mobile, dont le taux de pénétration devrait passer de 44 % à 50 % d'ici 2025.

Sénégal/Sonatel renforce sa connectivité en investissant dans un nouveau câble sous-marin de fibre optique

La société nationale des télécommunications (Sonatel), opérateur historique et filiale du groupe télécoms Orange au Sénégal, a procédé, le 29 août 2019, au lancement des travaux de connexion du pays à un nouveau système sous-marin de fibre optique. Il s'agit du MainOne, d'une longueur de 7 000 km, qui dispose d'un débit de 1,96 Tbps pouvant atteindre 4,96 Tbps. Il va du Portugal au Nigeria, avec diverses stations d'atterrissage, notamment au Ghana, à Abidjan et bientôt à Dakar. C'est le navire câblé Pierre de Fermât qui réalise la pose du segment sénégalais du MainOne. La mise en service de ce câble de dernière génération, à Dakar à partir de mars 2020, permettra à Sonatel d'améliorer la connectivité au Sénégal afin de répondre aux besoins croissants des populations en connectivité de haute qualité.

Malawi/Post Corporation annonce son entrée dans le Mobile Money d'ici la fin de l'année

La Malawi Post Corporation (MPC) compte lancer son service de transfert d'argent sur mobile baptisé ZapCash, d'ici la fin de l'année. Cette information a été révélée par Henry Shamu, directeur général de la MPC, le 28 août 2019, à Blantyre, lors de la visite de M. Mark Botomani, ministre de l'Information, de l'Éducation civique et de la Technologie de la communication. Henry Shamu a déclaré que les préparatifs pour déployer le service avaient atteint un stade avancé avec l'installation du logiciel approprié. Selon le patron de MPC, le service financier sur mobile "Zaphweka (ZapCash) permettra aux gens d'encaisser de l'argent avec leurs téléphones".

Rassemblées par MNN